L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 13 AOUT 1881. 54me Année.

Badeau, Bonnet & Cie., Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI, 13 AOUT 1881.

Entered at the Post office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

VENTES DE CE JOUR.

Par H. Vezzi, constable, en vente des rues Royal-Bourg et Bienville, une vache laitière.

Par James P. Ottomack, à la Bourse des Négociants et des Entrepreneurs, rue Royale, propriété de chair, récemment construite, située dans le Second District de cette ville, à l'encoignure des rues St-Philippe et Robertson ; la propriété a été vue St-Philippe No 230, et celle Nos 224 et 226 1/2 rue Villeré, entre les rues St-Philippe et Ursulines ; une action de la Bourse au Coton de la Nouvelle-Orléans, à l'encan ; maison rue des Français, avec partie cochère, No 197.

Convention de banquiers.

L'Association des banquiers américains s'est réunie, le 10, aux chûtes du Niagara, sous la présidence de George S.Coe, de New York, et consacre sous la présidence de Thos. Emery, de Mobile, un des vice-présidents, qui, après un bref discours de circonstance, a cédé la parole à son prédécesseur en fauteuil. M. Coe a soulevé cette question : "Quelle sera notre circulation dans l'avenir," sujet qui a été traité aussi par M. John Jay Knox, de Washington, contrôleur de la circulation. La réunion avait le caractère de solennité et d'importance que donne tous les jours le nombre, car elle comptait plus de 300 délégués.

On croit trop généralement que les banquiers doivent être des hommes spécieux quand, au contraire, ils sont très souvent obligés d'exercer leur esprit sur des matières générales et d'étudier nombre de sujets divers, requérant de la science et même de la philosophie. Nous ne connaissons pas en effet de matière plus difficile à traiter que celle qui concerne la circulation monétaire du monde dans l'avenir, cette matière embrassant réellement toutes les sciences humaines, depuis la première jusqu'à la dernière, attendu qu'elles peuvent toutes avoir une influence plus ou moins grande sur le commerce et même la nature de cette circulation. Mais sans entrer les orateurs de la convention des banquiers dans toutes leurs idées spéculatives, ils qui nous entraînerait trop loin, nous nous bornerons à rendre compte de ce qu'ils ont dit de plus actuel et de plus intéressant pour le monde d'aujourd'hui et pour la société telle qu'elle existe particulièrement aux Etats-Unis.

A ce sujet, M. W. E. Gould, président d'une compagnie de banque, de Portland, Maine, raconte que deux hommes s'étaient présentés à lui, pour lui demander, si un billet de cinq piastres de banque Nationale, qu'ils avaient en main, "était de l'argent", le prévenant qu'ils n'en rapporteraient à sa détention. Certainement, c'est de l'argent, répondit-il, car "l'argent est la mesure d'une valeur et d'un moyen d'échange" ; réponse qui fit plaisir à l'un et qui déplut beaucoup à l'autre. D'après cela, tout est argent qui peut fournir le moyen d'opérer un échange. C'est pour cela qu'on a conçu l'argent dans tous les pays, même chez les sauvages qui se rendent service entre eux en troquant ce qu'ils ont de trop contre quelque chose qu'ils n'ont pas. Les choses troquées sont de l'argent.

Aujourd'hui cette idée est démontrée, et nous pensons qu'une convention de banquiers aurait pu se passer d'un tel enseignement. Mais M. Gould, partant de là, élargit son cadre en expliquant sa juste ce qu'une banque doit être et ce qu'elle est en effet. Une banque est un établissement pour faciliter les affaires publiques et pour le profit de ses promoteurs et de ses possesseurs. Une banque est instituée dans ces deux conditions ; elle doit aider le commerce et remplir les poches des banquiers. Beaucoup de gens s'imaginent que c'est une institution de charité, une sorte d'association providentielle, amie de l'homme pauvre. Il en doit être ainsi jusqu'à un certain point ; elle doit aider ceux qui sont dans le besoin, car une banque prospère par la prospérité du peuple, et elle doit se prêter à ce qui peut contribuer au développement de cette prospérité ; [mais avec tout cela, une banque n'est pas une institution de charité. Une banque est gouvernée par des règles strictes ; on ne doit attendre d'elle ni tolérance ni indulgence ; la faveur et la bienveillance ne sont pas ses attributs, et le meilleure et la plus solide des banques peut être celle qui existe le plus de mécontentement et d'animosité.

M. Gould développe cette idée que les affaires d'une banque ne comprennent pas nécessairement la fonction d'émettre des billets. Le privilège d'émettre des billets vient de l'Etat ou de la nation, suivant le cas et, pour ce privilège, certaines taxes sont imposées au profit du pouvoir qui l'accorde. En addition à ces taxes, les frais que les émissions occasionnent, les frais nécessités pour leur rachat, et d'autres frais qui en sont la conséquence, donnent lieu à une question délicate, celle de savoir s'il y a du bénéfice à émettre des billets. Beaucoup de banques y ont renoncé, n'y trouvant aucun avantage.

Mais nous bornerons là notre revue des considérations toutes banquières de M. Gould, pour arriver plus vite à la lettre adressée à la convention par M. John Thompson, de New-York, sur la prospérité actuelle des Etats-Unis. M. Thompson possède un esprit calme, froid et d'un positivisme à faire peur, mais qui pour le moment est d'un intérêt puissant pour tout le monde, pour les banquiers comme pour ceux qui ne le sont pas.

M. Thompson pose cette question redoutable : Quand cette prospérité finira-t-elle, ou quand une autre panique viendra-t-elle, troubler tout le pays ! Il est important d'analyser les signes d'un danger approchant.

Les paniques arrivent à chaque décade. Cette période de dix ans est tout à fait naturelle. Il faut environ cinq ans pour payer ce qu'on doit et pour accumuler des dettes après quoi on peut compter sur cinq ans de prospérité, d'expansion, de confiance, ce qui produit un boom, c'est-à-dire un point culminant d'affaires, fournissant en apparence toutes les entreprises, toutes les banques et même tous les entrepreneurs. La dernière panique a eu lieu en 1873, et la prospérité actuelle a commencé en 1878. Nous avons eu trois années d'augmentation extraordinaire de richesses, en partie réelles et réalisées, mais le principal provenant de prix artificiels et de vues imaginaires. Les signes d'une crise prochaine sont nombreux, mais très difficile à exposer.

Quand la Bourse est confiante, insatiable, quand les banquiers et les hôteliers se montrent réalisés jusqu'en désespoir, quand les Cours ascendent des injustifiables hauteurs, et que les sources d'assurance des jeunes sont désorientées, alors le capital et le crédit se retirent sans faire de bruit ; la disproportion est remarquée comme le meilleur placement ; les prêts demandent des garanties extraordinaires et à l'abri de tout événement, même à un taux d'intérêt nominal, ce qui équivaut à la thésaurisation. Ce système de finance implique alors la contraction ; la méfiance en est la conséquence, et le crédit en est anéanti. Quand nous considérons que les neuf dixièmes, et peut être les dix-neuf vingtièmes de notre argent, car on veut l'appeler ainsi, ne sont que de crédit, il ne faut pas s'étonner qu'une panique vienne subitement.

Le signe le plus important d'une panique et d'une réaction prochaine est la balance du commerce américain avec les nations étrangères. Comme notre prospérité est due à une vaste importation d'or, quand cette importation cessera, la méfiance engendrera la contraction, et la contraction l'impossibilité de payer. L'argent sera non-seulement rare, mais il manquera absolument. En réalité, il n'y a qu'un montant insuffisant d'argent pour les besoins d'affaires. On peut compter que les 95 pour 100 des affaires américaines et anglaises se font avec des valeurs de papier, chèques, traites, billets à terme de crédit, etc..... qui remplacent véritablement l'argent, dans que la confiance existe, mais qui ne valent plus rien quand elle tombe.

Elles s'emploient sans accorder même les trois jours de grâce dont l'usage a presque fait une loi. L'argent alors ne reparaît que lorsqu'il y a eu une descente [illegible] dans le puit.

Pour le moment, il y a une forte inquiétation de plus prochaine dans le nombre et la grandeur des entreprises où sont engagés des millions et des millions d'obligations. C'est ce qu'on vit en 1871 et 1872, mais sur une moindre échelle ; de n'était rien à côté de ce qui se passe aujourd'hui. M. Thompson donne aux banques d'excellents conseils en les préparant à un état de choses qui, s'il n'est pas encore arrivé, n'en arrivera pas moins. Les banques sont les dépositaires de la confiance publique ; elles doivent tout prévoir pour être à même d'y répondre honorablement.

Il faut que les banques se gardent de favoriser l'esprit de spéculation qui ressemble si fort à l'esprit de jeu. Si, pendant les trois ans qui viennent de s'écouler, neuf entreprises sur dix ont obtenu des bénéfices, c'est parce que les prix ont continuellement monté. Mais quand la panique et la dépression viendront, ce qui est certain, toutes ces entreprises basées des pertes et beaucoup d'épargnes. N'a-t-on pas déjà vu que si tout n'était d'efficient de banque se sont trouvés en défaut, c'est parce que ces entreprises n'ont pas donné la récolte qu'ils en attendaient ! Les banques entretenant de lourdes négociations qui, si la fortune les favorise, rendront de grands dividendes, mais qui, si la fortune leur fait défaut, rendront la banque toute individuelle, doivent être mises dans la catégorie des institutions douteuses.

Nous allons positivement trop vite, et il est du devoir des banques de passer de frein, afin que la culbute quand elle viendra soit moins désastreuse. On peut citer à ce propos, la panique de 1873. On peut la citer comme exemple. On apprit, de bonne heure le matin à la Bourse, que les présidents en général actifs de trois banques de la ville de New York, avaient été invités à se rendre au bureau de la maison Jay Cooke et Co. Cette maison avait besoin, vers 10 heures de la matinée, d'un million de piastres pour échapper à des protêts. Quelle garantie offrait-vous ? lui demande-t-on. Aucune, répondit-il. Le million fut refusé. Un quart d'heure après, il y avait panique dans Wall street, et cette catastrophe ne fut qu'une seconde édition de ce qui arriva en 1857, lors de la suspension de la compagnie d'assurance et de dépôt de l'Ohio.

Et ce qu'on avait émis d'actions et de bons en 1873 n'était que le quart de ce qu'on a émis aujourd'hui. On peut se faire par là une idée de la gravité de la panique quand elle arrivera. Les banques ne peuvent donc échapper à l'engagement auquel qu'un usant d'une grande prudence et d'une extrême réserve elles doivent d'entant plus se ligoter qu'il est par les bons principes qu'enseigne l'expérience, que la crise prédite comme suit d'effroyables maux au pays tout entier.

Les prépondérance du commerce libre.—Tel est le titre d'un ouvrage, écrit par M. George Basil Dixwell, et qui [illegible] en faveur la plupart des systèmes modernes sur l'économie politique, surtout commerciale. M. Dixwell réfute nombre d'axiomes qui se sont prescrits pour le libre-échange, mais il n'arrive lui-même à aucune conclusion bien déterminée. Les deux systèmes peuvent se soutenir alternativement suivant les circonstances du lieu et de temps et on les applique, et bien croyons que le temps est encore bien éloigné où l'on verra les économistes de toute origine, c'est à dire sont ceux qui dérivent pour les gouvernements sont ceux qui n'écrivent que pour exposer des théories indépendantes, destinées aux principes nationaux en cette matière qui sont toujours envisagés sous le point de vue des intérêts prédominants en chaque pays.

La Patti à la Nouvelle-Orléans.—L'homme d'affaires de la Patti, M. Bellevance, annonce comme certain, officiellement, que la Patti et Nicolini feront leur apparition à la Nouvelle-Orléans, le samedi 11, et le mardi 14 février, à la salle Grunewald. Ces deux concerts sont les seuls que donneront ici les deux célèbres artistes, dus sont nous inscrits dans leur programme pendant leur séjour aux Etats Unis.

Ouverture.—On verra par une notice, insérée plus loin, que M. James Foore fera l'ouverture de son nouveau café rue Royale, 173, entre Québec et Ste-Anne, ce soir à 7 heures. Il invite ses amis et connaissances à y assister.

Le docteur P. Wertheim sera [illegible] de son séjour à Paris. Il [illegible] de chez nous, pour [illegible] qu'il [illegible] compris avec le [illegible] [illegible] [illegible]